

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TPR/M/92
17 janvier 2002

(02-0241)

Organe d'examen des politiques commerciales
3 et 5 décembre 2001

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

MALAISIE

Compte rendu de la réunion

Président: S.E. M. Pekka Huhtaniemi (Finlande)

	<i>Page</i>
I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT	3
II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA MALAISIE	4
III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR	7
IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	10
V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA MALAISIE ET AUTRES OBSERVATIONS	16
VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT	23

Note: Les questions écrites à l'avance par les Membres de l'OMC et les réponses fournies par la Malaisie ainsi que d'autres questions soulevées au cours de la réunion sont reproduites dans le document WT/TPR/M/92/Add.1.

I. REMARQUES PRÉLIMINAIRES DU PRÉSIDENT

1. Le troisième examen des politiques commerciales de la Malaisie a eu lieu les 3 et 5 décembre 2001. Le Président a souhaité la bienvenue à la délégation de la Malaisie, dirigée par S.E. M. M. Supperamaniam, Représentant permanent de la Malaisie à l'OMC, et au présentateur, M. Yoichi Suzuki (Japon). Comme à l'accoutumée, le présentateur s'exprimerait à titre personnel et, conformément à la procédure établie, il a fourni d'avance un aperçu des principaux points qu'il se proposait de soulever (WT/TPR/D/71).

2. Le Président a rappelé l'objet des examens des politiques commerciales et les procédures de déroulement de la réunion. Le rapport du gouvernement de la Malaisie avait été publié sous la cote WT/TPR/G/92 et celui du Secrétariat de l'OMC sous la cote WT/TPR/S/92. La délégation de la Malaisie avait reçu copie des questions écrites présentées par les délégations des Membres suivants: Japon; Union européenne; Norvège; Hong Kong, Chine; Canada; Australie; Inde; Corée; et États-Unis. Ces questions, ainsi que les réponses que le représentant de la Malaisie a fournies à ces questions et à d'autres, figurent dans le document WT/TPR/M/92/Add.1.

II. DÉCLARATION LIMINAIRE DU REPRÉSENTANT DE LA MALAISIE

3. Le représentant de la Malaisie, M. l'Ambassadeur M. Supperamaniam, a rappelé que les rapides progrès économiques de la Malaisie depuis la fin des années 80 s'étaient poursuivis pendant toute la période 1991-1997. Bien que le PIB réel ait chuté de 7,4 pour cent en 1998 en raison de la crise financière asiatique, l'économie malaisienne s'était rapidement redressée et avait enregistré une croissance positive depuis le deuxième trimestre 1999; cette croissance s'était poursuivie avec force durant les sept trimestres suivants, menant à un taux de croissance moyen de 7,2 pour cent au cours de la période 1999-2000. On pouvait l'attribuer à des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, à la restructuration réussie des secteurs industriel et financier et à la forte croissance des exportations enregistrée en 1999 et en 2000. Toutefois, dans un environnement extérieur qui se détériorait, en particulier après les attaques du 11 septembre 2001, le PIB réel de la Malaisie avait enregistré une faible croissance de 0,7 pour cent au cours des trois premiers trimestres 2001 (comparé aux 9 pour cent de la même période en 2000). Cette croissance avait été soutenue par une forte augmentation de la demande intérieure, conséquence des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes.

4. La présence de paramètres macro-économiques fondamentaux forts (faible inflation, excédent de la balance courante, faible dette extérieure, niveau confortable de réserves internationales et secteur bancaire puissant) avait donné au gouvernement la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des politiques de croissance. Outre le budget expansionniste 2001, on avait annoncé au cours de l'année une mesure d'encouragement fiscal supplémentaire d'un montant de 7,3 milliards de ringgit. En l'absence de pressions inflationnistes, la Banque centrale avait réduit le taux d'intervention à trois mois de 50 points à 5 pour cent le 20 septembre 2001. La réduction visait à redresser la situation à court terme qui favorisait les activités économiques plus faibles. Le budget 2002 comportait d'autres mesures d'encouragement, parmi lesquelles des réductions de l'impôt sur le revenu et une augmentation des salaires et des primes pour les salariés du secteur public. La Malaisie s'attendait par conséquent à enregistrer une croissance positive en 2001 et de meilleurs résultats en 2002.

5. Le représentant de la Malaisie a contesté l'idée émise dans le rapport du Secrétariat selon laquelle l'introduction de mesures sélectives de contrôle des changes le 1^{er} septembre 1998 avait eu lieu alors que les marchés financiers en Malaisie et ailleurs en Asie du Sud étaient déjà stabilisés. Pour lui, la situation en Asie du Sud-Est n'était pas totalement stabilisée, et les événements en Russie et en Amérique latine continuaient à affecter les marchés financiers internationaux. Par conséquent, malgré d'importantes mesures d'ajustement macro-économique, la Malaisie était devenue de plus en plus vulnérable aux événements extérieurs. Les taux d'intérêt plus élevés n'avaient pas ramené la stabilité sur les marchés financiers, et il était devenu de plus en plus nécessaire d'empêcher la circulation du ringgit sur les marchés hors frontières, qui favorisait la spéculation sur la monnaie malaisienne.

6. Le but de ces contrôles était de protéger l'économie malaisienne des chocs extérieurs et de fournir un environnement stable visant à faciliter les réformes économiques et financières en cours. Il n'y avait eu aucun contrôle sur les flux d'investissements étrangers directs. Les transactions du compte des opérations courantes étaient restées entièrement convertibles. Les contrôles et le fixage du taux de change avaient stabilisé les conditions financières intérieures et permis au gouvernement d'abaisser les taux d'intérêt et d'accélérer les réformes. Ce dernier n'avait pas remplacé les réformes politiques par des contrôles. Le succès de ces derniers était dû aux conditions initiales favorables en Malaisie et à une position plus solide de la balance des paiements durant la crise. La perception des contrôles et les réactions qu'ils avaient provoquées, négatives au départ, s'étaient inversées une fois que les contrôles et leurs objectifs avaient été mieux compris et appréciés. À mesure que la situation se stabilisait, on les avait progressivement assouplis, puis totalement abandonnés en mai 2001, excepté les réglementations sur la non-internationalisation du ringgit.

7. Le rapport du Secrétariat notait que la croissance de la productivité du capital et celle de la productivité totale des facteurs avaient fortement baissé, de 2,4 pour cent entre 1990 et 1995 à 0,9 pour cent entre 1995 et 2000; il attribuait cette baisse au surinvestissement et à une répartition inefficace des ressources. L'intervenant a souligné qu'en moyenne, elle était essentiellement due à la récession économique de 1998, qui avait provoqué une chute de la productivité globale de 1,8 pour cent. Le recul de l'investissement du secteur privé avait été la conséquence de perspectives économiques incertaines et du peu de confiance des entreprises, plutôt que d'un surinvestissement.

8. Les politiques gouvernementales en faveur des activités commerciales et de la libéralisation, et la participation active du secteur privé au processus de développement avaient aidé la Malaisie et ses partenaires commerciaux à tirer les bénéfices de son processus d'industrialisation accélérée et du dynamisme de son secteur extérieur. L'économie malaisienne était restée ouverte au commerce et à l'investissement étranger. Les régimes ouverts et libéraux en matière de commerce et d'investissement avaient facilité l'expansion du commerce et l'apport de capitaux en Malaisie. En 2000, la Malaisie se plaçait au dix-huitième rang des exportateurs et des importateurs.

9. Dans le rapport du Secrétariat, on observait qu'il existait une possibilité de détournement des échanges en raison de l'écart entre les droits NPF et les taux AFTA. Les chiffres disponibles n'indiquaient pas que tel était le cas; le commerce de la Malaisie avec ses principaux partenaires commerciaux avait augmenté. La Malaisie attachait de l'importance à l'OMC, et avait contribué de manière positive au renforcement du système commercial multilatéral fondé sur des règles. Elle avait entrepris des mesures importantes de libéralisation et de déréglementation. Entre 1994 et 1997, les droits de douane avaient été abaissés ou supprimés sur 4 100 articles. En 1998, malgré un environnement économique difficile, la Malaisie avait supprimé les droits sur 74 lignes tarifaires, principalement sur les produits alimentaires, les textiles, les matières premières destinées aux industries manufacturières et le matériel lourd. En 1999, les droits de douane avaient été réduits sur 40 produits couverts par l'ATI, conformément aux obligations contractées par la Malaisie au titre de l'ATI. En 2000, les droits de douane avaient été supprimés sur 81 produits tandis qu'ils étaient abaissés sur 460 autres. Le budget 2002 prévoyait des réductions tarifaires supplémentaires; les droits de douane qui étaient auparavant compris entre 20 et 105 pour cent avaient été ramenés à une fourchette de 10 à 50 pour cent pour 55 articles, tels que les boissons gazeuses, les tissus, les dentelles et les couvertures. Un abaissement à une fourchette de zéro à 25 pour cent contre 5 à 35 pour cent actuellement avait également été annoncée pour 171 articles supplémentaires, comprenant les projecteurs multimédia, les répondeurs téléphoniques, les éléments de meubles et le matériel photographique. Les droits de douane avaient été supprimés sur 37 articles.

10. Alors que la moyenne simple des droits NPF était passée de 8,1 pour cent en 1997 à 9,2 pour cent en 2000, selon le rapport du Secrétariat, le représentant de la Malaisie a fait observer que la moyenne tarifaire pondérée en fonction des échanges avait été ramenée de 3,9 pour cent en 1998 à 2,9 pour cent en 2000. Il existait un grand écart entre les taux consolidés et les taux appliqués parce que la Malaisie avait réduit unilatéralement ses taux de droits depuis les négociations du Cycle d'Uruguay. Le représentant de la Malaisie a dit que les Membres ne devaient pas s'inquiéter outre mesure de cet écart puisque les taux consolidés assuraient la prévisibilité nécessaire. Le rapport du Secrétariat signalait également que quelques mesures incitatives avaient été mises en place en contrepartie des prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale, et s'interrogeait sur la nécessité de ces mesures incitatives alors que les prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale avaient été supprimées. La Malaisie considérait cette observation comme inexacte puisque les mesures incitatives n'étaient plus liées à une conformité avec les prescriptions concernant la teneur en éléments d'origine locale.

11. Dans le rapport du Secrétariat, on s'interrogeait sur l'efficacité des incitations fiscales et non fiscales. La Malaisie soulignait ceci: les mesures incitatives proposées visaient spécifiquement à atteindre certains objectifs concernant la politique de développement; le gouvernement avait eu

recours à de telles mesures parce qu'il n'avait pas les moyens de proposer des dons purs et simples comme certains pays avancés; et l'on réexaminait périodiquement toutes les mesures incitatives afin de s'assurer de leur efficacité.

12. Le rapport du Secrétariat notait également que le secteur de l'automobile était très protégé et manquait de compétitivité extérieure. Le représentant de la Malaisie a insisté sur le fait que cette industrie était relativement nouvelle et qu'il fallait la consolider. Des mesures avaient été prises pour améliorer la productivité et l'efficacité du secteur, notamment la mise en place d'alliances stratégiques avec des fabricants automobiles internationaux afin de renforcer les capacités technologiques et commerciales de l'industrie. On avait également intensifié les efforts pour augmenter les capacités de production et accroître les économies d'échelle. L'industrie automobile en Malaisie ne se développait pas seulement en tant qu'activité de montage, mais était plutôt tournée vers une large gamme d'activités liées à la fabrication et aux services.

13. Concernant les marchés publics, bien que la préférence ait été donnée aux entreprises locales, la participation des étrangers n'avait pas été empêchée. Même lorsque des marchés étaient accordés à des entreprises locales, des matières et des services continuaient à venir de l'extérieur, et la participation étrangère par le biais de coentreprises était également courante.

14. L'assouplissement des restrictions concernant la participation étrangère ne s'était pas limité aux entreprises tournées vers l'exportation, mais s'était basé sur d'autres facteurs.

15. La Malaisie continuerait à adhérer au principe de libéralisation progressive du commerce des services. Le représentant de la Malaisie a estimé qu'il n'était pas tout à fait exact d'affirmer que le secteur des services était restrictif. La participation étrangère était très importante dans certains secteurs, en particulier dans ceux de la banque, de l'assurance, du courtage de valeurs mobilières et des télécommunications. La Malaisie continuerait à réduire le coût des activités commerciales en vue de favoriser un environnement compétitif.

16. L'économie malaisienne était sur le chemin d'une croissance durable; aucun changement d'orientation majeur n'entraverait son ouverture vers l'extérieur, qui avait fortement contribué à sa réussite économique au cours de la dernière décennie. Le budget 2002 visait à renforcer les fondamentaux économiques grâce à des stratégies de croissance mues par l'activité intérieure. La Malaisie intensifiait également ses efforts pour diversifier davantage son tissu économique dans les secteurs à la fois traditionnels et non traditionnels.

III. DÉCLARATION DU PRÉSENTATEUR

17. Le présentateur (M. Yoichi Suzuki) a rappelé que la période 1997-2000 visée par l'examen avait été marquée par la crise financière asiatique en 1997, et a demandé des renseignements sur la façon dont la Malaisie avait surmonté cette crise et dont son système économique ouvert y avait résisté.

18. Le rapport du gouvernement indiquait que la stabilité conférée par les contrôles de capitaux et de change mis en place le 1^{er} septembre 1998 avait permis à la Malaisie d'accélérer la restructuration de ses secteurs financier et industriel. Le gouvernement avait apparemment introduit ces contrôles afin d'accélérer les réformes visant à remédier aux faiblesses de la structure industrielle et du système de gestion des affaires publiques et des finances révélées par la crise financière. Le présentateur a demandé si les objectifs de la Malaisie avaient été atteints et si les autorités étaient satisfaites de l'avancée et de la teneur de la réforme structurelle.

19. L'alignement du ringgit sur le dollar EU, institué en septembre 1998, en même temps que le système sélectif de contrôle des capitaux afin de stabiliser le flux des capitaux à court terme, avait été maintenu après la levée du contrôle en mai 2001. Ces mesures pouvaient avoir entraîné une appréciation du ringgit par rapport aux monnaies des pays voisins de la Malaisie, menant éventuellement à une baisse de la compétitivité des exportations à plus long terme. Le présentateur a demandé à la Malaisie ce qu'elle pensait du système de contrôle maintenant que le marché des changes était stabilisé, et si le système était compatible avec sa politique économique à long terme.

20. D'après le rapport du gouvernement, la reprise rapide de l'économie malaisienne était le fruit des efforts du gouvernement pour relancer la demande intérieure grâce à un assouplissement de la politique monétaire et à des mesures d'encouragement fiscal. Elle était également due à une forte croissance des exportations, en particulier vers les États-Unis et l'Europe. La part de ces marchés par rapport aux exportations totales de la Malaisie avait augmenté entre 1996 et 1999, alors que celle des marchés asiatiques avait baissé. Les exportations vers les États-Unis avaient augmenté de 8,3 pour cent en 1998, de 17,0 pour cent en 1999 et de 8,8 pour cent en 2000. Plus d'un quart des exportations de la Malaisie étaient destinées au marché des États-Unis, si l'on incluait les réexportations à partir de Singapour (deuxième plus grand marché à l'exportation de la Malaisie) vers les États-Unis. Le ralentissement de l'économie américaine pouvait donc avoir des effets importants sur l'économie malaisienne.

21. Il fallait tenir compte de l'importance du secteur de l'électronique dans les exportations de la Malaisie. Ce secteur avait représenté 44,7 pour cent des exportations en 2000; un ralentissement mondial de la demande aurait un effet négatif sur l'économie malaisienne. Les prévisions du gouvernement, qui s'attendait à une faible croissance économique en 2001 par rapport aux deux années précédentes, tenaient compte de ces facteurs. En mars 2001, le gouvernement avait annoncé un programme de politique économique comprenant une augmentation des dépenses publiques. Une augmentation des dépenses intérieures pour compenser la baisse des exportations semblait nécessaire. Bien que le rapport du gouvernement indique que le déficit budgétaire en 2000 s'était maintenu à un niveau supportable de 6,3 pour cent du PIB, l'augmentation des dépenses publiques pourrait avoir des effets défavorables à plus long terme. Le présentateur a demandé des informations sur les plans de la Malaisie concernant la réforme structurelle à long terme de son économie et sur la diversification de la structure de ses exportations.

22. Le régime commercial malaisien était très ouvert et, exception faite de quelques pointes tarifaires, ses taux étaient en moyenne comparativement bas. Néanmoins, le gouvernement souhaitait apparemment garder une certaine liberté en matière de politique commerciale. Le présentateur s'est dit sensible au fait que la Malaisie faisait un usage modéré de mesures d'urgence en matière commerciale mais notait le manque de consolidations ainsi que le large écart entre taux consolidés et

taux appliqués. La Malaisie s'était servie de cette marge de manœuvre pour augmenter ses taux NPF à la suite de la crise financière. La multiplicité des taux appliqués rendait la structure tarifaire très complexe, tandis que le nombre total des lignes tarifaires soumises à des prescriptions en matière de licences d'importation non automatiques semblait avoir augmenté depuis 1997. Puisque l'économie malaisienne était de plus en plus interdépendante de l'économie mondiale de par la présence d'entreprises étrangères et la concurrence avec les pays voisins, le présentateur a demandé si la Malaisie n'aurait pas intérêt à rendre son régime tarifaire plus visible en augmentant son pourcentage de consolidation. Il a également demandé en quoi les augmentations temporaires de droits de douane avaient aidé à la reprise des secteurs concernés.

23. On observait un écart grandissant entre les taux préférentiels appliqués en vertu du régime de l'AFTA et les taux NPF. La répartition géographique du commerce extérieur malaisien restait relativement équilibrée. Bien que les importations en provenance des pays de l'ANASE soient passées de 19,9 pour cent en 1996 à 23,6 pour cent en 1999, la part des importations des partenaires commerciaux ne faisant pas partie de l'ANASE (par exemple le Japon, les autres pays asiatiques ne faisant pas partie de l'ANASE, les États-Unis et l'Union européenne) s'était maintenue à un niveau comparable. La part des partenaires de l'AFTA en tant que destinataires des exportations malaisiennes avait diminué entre 1996 et 1999. Le présentateur a demandé si, compte tenu de cette structure commerciale, la Malaisie n'aurait pas intérêt à réduire l'écart entre les taux préférentiels AFTA et les taux NPF.

24. La Malaisie était un membre important de l'APEC et avait apporté son soutien au lancement d'un nouveau cycle de négociations. Puisque la Conférence ministérielle de Doha s'était conclue sur un succès, le présentateur a demandé quelles étaient les attentes de la Malaisie concernant le programme de travail convenu à Doha.

25. Les taux de croissance économique élevés de la Malaisie, en particulier dans les années 90, étaient le fruit de sa politique active pour attirer les investissements étrangers directs (IED). La Malaisie avait pleinement conscience de l'importance des flux d'IED et leur offrait un climat très favorable. Elle avait également mis en place diverses mesures incitatives en matière d'investissement, souvent couplées à des prescriptions de résultat, en matière de teneur en produits nationaux ou d'exportations par exemple, dans le passé. Le retrait de la plupart de ces prescriptions était accueilli favorablement, puisqu'elles faussaient les échanges et pouvaient entraver l'affectation optimale des ressources. Les deux régimes de l'ANASE en matière d'investissement, à savoir la Zone d'investissement de l'ANASE (AIA) et le Programme de coopération industrielle de l'ANASE (AICO), étaient conçus, en liaison avec l'AFTA, pour augmenter l'IED dans la région. S'ils visaient à attirer les IED dans les pays de l'ANASE en offrant un marché de grande dimension et si les investisseurs étaient libres de choisir leur lieu de production, leurs sous-traitants, et sur quel marché vendre leurs produits, les prescriptions en matière de résultats étaient incompatibles avec ces orientations politiques. Le présentateur a invité la Malaisie à confirmer qu'elle ne réintroduirait pas de telles prescriptions et qu'elle supprimerait celles qui restaient.

26. Le climat de l'investissement évoluait rapidement en Malaisie, à la fois sur le plan extérieur et sur le plan intérieur; en tant que pays d'accueil pour l'IED, la Malaisie était confrontée à une concurrence croissante dans la région, et elle devait s'adapter aux conséquences de sa réussite économique passée, comme l'augmentation du coût de la main-d'œuvre. Par le passé, le secteur des produits manufacturés avait absorbé l'essentiel de l'IED en Malaisie; le pays semblait faire des efforts pour rester compétitif en tant que pays d'accueil de l'IED en développant davantage encore ses ressources humaines et son infrastructure. Une libéralisation accélérée de l'investissement dans le secteur des services ainsi qu'une plus grande prévisibilité et une plus grande liberté pour l'IED faciliteraient encore l'augmentation de ces investissements constatée dans les secteurs à valeur ajoutée plus élevée; le présentateur a demandé l'avis de la Malaisie sur ce sujet. Le rapport du gouvernement expliquait la position active de la Malaisie concernant les accords de garantie des investissements qui

protégeaient les investisseurs étrangers; le présentateur a demandé si la Malaisie pensait que ces nombreux accords de garantie des investissements facilitaient ou accélèrent les flux d'IED.

27. Les entreprises d'État continuaient à jouer un rôle important dans l'économie malaisienne, en particulier dans les secteurs du pétrole, de l'électricité, des transports, des télécommunications et de la poste. Ces secteurs contribuaient de façon vitale à la production et aux autres activités des entreprises étrangères, jouant ainsi un rôle important dans la prise de décision concernant l'IED. Le présentateur a demandé comment la Malaisie avait l'intention d'assurer un climat favorable à la concurrence dans ces secteurs et la raison pour laquelle certaines entreprises d'État finançaient des entreprises privées.

28. L'industrie automobile était une exception importante dans un secteur des produits manufacturés par ailleurs libéral; elle restait très protégée avec des droits de douane élevés et des MIC (c'est-à-dire les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale). La Malaisie avait reporté la suppression des MIC de fin 2001 à 2003, peut-être en raison de la crise financière. Cette situation contrastait avec celle d'autres secteurs de produits manufacturés, en particulier le secteur de l'électronique, qui était très libéralisé, avait gardé une compétitivité internationale et surmonté la crise. La politique industrielle de la Malaisie concernant le secteur automobile, au moins en ce qui concernait les exportations, n'avait pas eu les résultats attendus. Ce secteur subirait d'importants changements d'ici au prochain examen de la politique commerciale de la Malaisie, avec la suppression des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale et l'abaissement des taux de droits de douane grâce aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles convenues à Doha. Le présentateur a demandé l'avis de la Malaisie sur le développement de son industrie automobile compte tenu de ces bouleversements à venir.

29. Le secteur des services restait plus fermé que le secteur des marchandises surtout parce qu'il existait beaucoup plus de restrictions concernant l'IED dans le domaine des services que dans ceux des produits manufacturés et de l'agriculture. Bien qu'il reste un certain nombre de restrictions, le présentateur considérait que l'économie malaisienne avait été et restait ouverte. Il fallait à présent renforcer les capacités nationales tout en maintenant ouvert l'environnement commercial. Dans le secteur bancaire, par exemple, 14 des 27 banques commerciales étaient étrangères et contrôlaient 24 pour cent des avoirs, des prêts bruts et des dépôts en 2000.

30. Le présentateur a déclaré comprendre l'intention de la Malaisie de maîtriser l'avancée de la libéralisation, afin de renforcer la compétitivité des banques nationales avant une libéralisation plus poussée du secteur. Toutefois, dans un monde très mondialisé et compétitif, les barrières artificielles pouvaient aller à l'encontre des intérêts de l'économie nationale. Le présentateur a demandé ce qui différencierait une banque étrangère d'une banque nationale alors que toutes les deux étaient soumises aux mêmes règles et aux mêmes mesures prudentielles.

31. L'économie malaisienne était très mondialisée et libérale. Le défi à relever par le gouvernement semblait être d'accroître son ouverture tout en gardant les outils nécessaires à un développement économique équilibré puisqu'il mettait tout en œuvre pour devenir une nation industrialisée d'ici à 2020. À mesure qu'elle se développerait et s'enrichirait, la Malaisie aurait de plus en plus d'obstacles à surmonter provenant à la fois de l'intérieur et de l'extérieur de la région.

IV. DÉCLARATIONS DES MEMBRES DE L'ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

32. Les Membres ont remercié le gouvernement malaisien et le Secrétariat pour leurs rapports. Ils attendaient avec intérêt les réponses qui n'avaient pas encore été apportées à leurs questions écrites.

33. De nombreux Membres ont indiqué que leurs relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement avec la Malaisie s'étaient récemment renforcées.

34. Les Membres ont salué la croissance rapide de la Malaisie et sa reprise remarquablement rapide et vigoureuse après la crise financière asiatique de 1997 qui les ont impressionnés. À cet égard, ils ont en particulier loué ses efforts pour restructurer le secteur des entreprises et le secteur financier.

35. Les Membres ont loué la Malaisie pour son vigoureux engagement à l'égard du système commercial multilatéral et ont salué son soutien aux négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Ils espéraient qu'elle participerait de façon positive au Programme de Doha pour le développement.

36. Les Membres se sont dits sensibles aux efforts de la Malaisie pour simplifier son régime douanier et réduire ses droits depuis le dernier examen de sa politique commerciale.

37. Le représentant du Japon a noté que, bien que la Bank Negara Malaysia ait joué un rôle important dans le redressement du pays après la crise financière, ses instructions, en particulier sur l'introduction (et la modification ultérieure) des mesures sélectives de contrôle des changes, n'avaient pas toujours été claires et avaient parfois été brutalement modifiées. Il espérait que la Malaisie essaierait d'administrer son secteur financier avec plus de transparence afin de gagner la confiance des marchés. Le Japon s'inquiétait également du fait que le rythme des privatisations avait ralenti depuis la crise financière; dans le cas des entreprises d'État, la part de capital détenue par l'État avait augmenté. L'intervenant a demandé à la Malaisie de donner son point de vue sur le processus de privatisation à venir.

38. Le Japon a loué les mesures prises par la Malaisie pour encourager l'IED, et a formulé l'espoir que, pour renforcer sa compétitivité internationale, elle prendrait de nouvelles mesures pour renforcer son régime de commerce et d'investissement. En particulier, il souhaitait savoir si la Malaisie avait l'intention d'accélérer le calendrier de suppression des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale concernant les véhicules automobiles, prévue pour fin 2003. L'intervenant a également vivement encouragé la Malaisie à transformer l'assouplissement temporaire des restrictions concernant les capitaux étrangers en une mesure permanente, à supprimer les prescriptions relatives aux exportations et à déréglementer la limitation à 30 pour cent des capitaux étrangers appliquée à l'industrie des services.

39. Le Japon a invité la Malaisie à élever le niveau de consolidation de ses droits de douane lors des prochaines négociations sur l'accès aux marchés, tout en notant une augmentation de son taux NPF moyen, qui était passé à 9,2 pour cent en 2000, contre 8,1 pour cent en 1997. Cette augmentation avait été possible grâce à un niveau relativement faible de consolidation des droits de douane et à des écarts relativement grands entre les taux consolidés et les taux appliqués. L'intervenant a encouragé la Malaisie à remédier à cette situation, afin de rendre son système douanier plus prévisible.

40. De nombreux produits, dont les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, étaient soumis à des droits à l'exportation, et la moyenne globale des droits *ad valorem* à l'exportation avait augmenté. Le Japon s'inquiétait des conséquences néfastes de ces droits, en particulier sur le bois d'œuvre, car ils risquaient de perturber l'équilibre des droits et des obligations entre les pays importateurs et exportateurs.

41. La Malaisie avait promulgué de nouvelles lois et en avait modifié d'autres pour renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle. L'intervenant lui a demandé de dire si, à son avis, elle avait ainsi pleinement mis en œuvre l'Accord sur les ADPIC et l'a invitée à renforcer les moyens de faire respecter ces lois et règlements. Certaines sociétés japonaises se sont plaintes de ce que leurs marques de fabrique ou de commerce avaient été utilisées sans leur consentement formel. L'intervenant a demandé une explication sur la protection des marques étrangères notoirement connues et sur les mesures prises à cet égard.

42. Le représentant de l'Australie a salué les efforts en faveur de la diminution des droits appliqués sur une gamme d'articles et a encouragé la Malaisie à poursuivre ses efforts dans cette direction. Il a également demandé des informations sur les événements à venir dans l'industrie automobile et s'est demandé si la Malaisie avait l'intention de ramener prochainement les droits NPF sur les produits automobiles aux niveaux antérieurs à la crise. Il a également demandé si elle envisageait de réduire les droits NPF conformément à la réduction future des tarifs préférentiels effectifs communs (CEPT), prévue en 2005, et d'augmenter le nombre de licences octroyées pour l'importation de véhicules entièrement montés.

43. La Malaisie conservait un certain nombre de droits mixtes et composés, qui aidaient d'une manière générale les producteurs à faible valeur ajoutée, tout en essayant d'élever la production dans la chaîne de la valeur ajoutée. L'intervenant a demandé le point de vue de la Malaisie sur un recours accru aux droits *ad valorem* dans la poursuite de ses objectifs politiques.

44. Le Groupe de travail sur la coopération agricole entre la Malaisie et l'Australie avait facilité la coopération en développant le commerce de la viande halal. Le représentant a demandé si les prescriptions actuelles étaient les mêmes pour tous les fournisseurs de viande halal et, en cas de différences pour certains fournisseurs, sur quoi elles se fondaient et quelles étaient les conditions à remplir par ces derniers. Il a également demandé si l'on pouvait obtenir une publication indiquant les prescriptions et les conditions à remplir pour la certification de la viande halal.

45. L'Australie espérait développer le commerce des services avec la Malaisie, y compris avec ses établissements d'enseignement. Ayant noté la reconnaissance par la Malaisie de certains diplômes juridiques australiens, l'intervenant l'a encouragée à étendre sa reconnaissance aux diplômes des autres établissements. Il s'est également demandé si la Malaisie avait l'intention d'ouvrir davantage son marché de services professionnels. Il a demandé en particulier s'il était prévu de permettre à des juristes et des cabinets juridiques étrangers de pratiquer le droit sur le continent malaisien, de s'associer commercialement avec des juristes et des cabinets juridiques malaisiens et de s'établir physiquement en Malaisie.

46. Le représentant de l'Union européenne a demandé des éclaircissements sur l'efficacité et la raison d'être de l'utilisation par la Malaisie de contrôles de capitaux après la crise asiatique. Des réformes structurelles étaient impératives pour remédier aux faiblesses structurelles de la Malaisie, telles que des pénuries sur le marché du travail, une surcapacité et un surinvestissement, et un manque d'efficacité du secteur financier.

47. Le secteur des services en Malaisie n'était toujours pas aussi ouvert que d'autres secteurs économiques. L'intervenant a encouragé la poursuite de la mise en œuvre du huitième Plan comprenant la suppression des restrictions en matière d'IED et la promotion de la concurrence

internationale, notamment en ce qui concernait les services financiers. Constatant de fortes mesures de protection et un faible niveau de compétitivité dans le secteur de l'automobile, il a demandé des renseignements sur les mesures destinées à augmenter la compétitivité dans ce secteur.

48. Les Accords de l'OMC proposaient un cadre visant à rendre les accords commerciaux régionaux entièrement compatibles avec le soutien au système commercial multilatéral, et l'intervenant a demandé des renseignements sur les plans de la Malaisie concernant l'approfondissement de son intégration régionale. Il a également demandé comment la Malaisie envisageait la perspective d'un accord de libre-échange entre l'ANASE et la Chine, et quel rôle elle entendait jouer à cet égard. Il s'est demandé si l'écart grandissant entre les taux appliqués et les taux préférentiels moyens n'avait pas accru les possibilités de détournement des échanges et il a souhaité entendre la Malaisie parler de ses plans visant à éviter les effets négatifs de tels détournements.

49. Les exportateurs européens souhaitaient une description plus claire des groupes de produits soumis à un octroi de licence discrétionnaire, et des critères de délivrance de ces licences. L'intervenant s'est dit particulièrement préoccupé par le fait que des certificats sanitaires n'étaient pas délivrés pour un certain nombre de produits, dont les poulets, la viande de porc et le lait. L'UE encourageait la Malaisie à devenir un observateur de l'Accord sur les marchés publics ou à y adhérer; elle n'approuvait pas entièrement le jugement de la Malaisie selon lequel elle n'avait pas encore atteint le niveau de développement économique permettant sa participation.

50. Le représentant de la Norvège a demandé des renseignements sur les mesures prises par la Malaisie pour restructurer ses secteurs industriel et financier, sur son programme de privatisation et sur ses réformes touchant le marché du travail. Il a également demandé à la Malaisie de préciser ses préoccupations au sujet de la transparence des marchés publics, et d'expliquer si elles se rapportaient au manque de capacité technique permettant de mettre en œuvre l'Accord sur les marchés publics. Il a demandé quels étaient les plans de la Malaisie concernant la future libéralisation des télécommunications, qui représentaient le plus gros investissement de la Norvège en Malaisie. Il a également encouragé la Malaisie à simplifier son régime tarifaire et à consolider toutes ses lignes tarifaires, ce qui renforcerait la prévisibilité pour ses partenaires commerciaux. La Norvège estimait que le Programme de travail de Doha fournissait une base solide pour la future croissance économique de la Malaisie.

51. Le représentant de Brunéi, intervenant au nom des membres de l'ANASE, a noté que la Malaisie avait adopté plusieurs politiques macro-économiques proactives associées pour relancer l'activité économique et qu'elles différaient des approches classiques adoptées par certains autres pays affectés par la crise. L'assouplissement des politiques budgétaires et monétaires, associé à d'autres réformes structurelles visant à renforcer le secteur financier et à améliorer le gouvernement d'entreprise, s'était révélé être très adapté à la Malaisie. La création du Conseil national d'action économique (NEAC), qui avait mis en place le Plan national de redressement économique, était particulièrement remarquable. Diverses approches pragmatiques au titre du plan pourraient être intéressantes pour certains autres pays dans des circonstances similaires.

52. L'ANASE se félicitait de la protection tarifaire relativement faible de la Malaisie et attendait avec intérêt ses initiatives destinées à réduire encore ses niveaux tarifaires, ainsi que d'autres mesures visant à améliorer le commerce et l'investissement. Elle était satisfaite de la promulgation de nouvelles lois et de la modification de quatre lois existantes sur la protection des droits de propriété intellectuelle et espérait qu'elles rendraient la protection de la propriété intellectuelle en Malaisie conforme aux obligations qui découlaient pour elle de l'Accord sur les ADPIC. L'intervenant a exprimé l'espoir que les efforts individuels et collectifs déployés par l'ANASE conduiraient à un système commercial multilatéral fondé sur des règles plus libéral et plus favorable qui favoriserait le développement de tous.

53. Le représentant de Hong Kong, Chine s'est dit sensible aux politiques libérales de la Malaisie en matière de commerce et d'investissement, ainsi qu'à ses politiques macro-économiques et à ses réformes structurelles prudentes. Il espérait qu'elle accélérerait l'assouplissement de ses contrôles des changes. Il s'est inquiété de l'augmentation des droits NPF appliqués et a souhaité qu'ils soient revus à la baisse à mesure que la situation économique du pays s'améliorait. Il a également noté certaines restrictions concernant l'IED dans le secteur des services, et a encouragé la Malaisie à libéraliser son commerce des services, en particulier les services financiers.

54. La représentante du Canada a souligné les efforts de la Malaisie pour mettre en œuvre ses obligations en matière de propriété intellectuelle conformément à l'Accord sur les ADPIC. La restructuration des secteurs industriel et financier, associée à des politiques macro-économiques prudentes, au programme de privatisation, aux réformes du marché du travail et à l'engagement à renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle, affermirait la confiance des investisseurs. La Malaisie pouvait améliorer la prévisibilité et la stabilité vis-à-vis des importateurs malaisiens et des exportateurs étrangers en consolidant plus de lignes tarifaires et en réduisant l'écart entre les taux consolidés et les taux appliqués. L'intervenante a encouragé la Malaisie à poursuivre sa politique de libéralisation des activités de services. Une concurrence plus forte dans les services en améliorerait l'efficacité, réduisant ainsi les coûts, en particulier dans les domaines des télécommunications, des services financiers et des transports.

55. Le représentant de l'Inde a remarqué le fort rebond de l'économie malaisienne depuis 1999, et a demandé des informations sur les mesures prises pour restructurer ses secteurs industriel et financier, et sur son plan à long terme pour faire face à toute future crise. Il a estimé que les différences entre les taux consolidés et les taux appliqués permettaient aux pays en développement de répondre rapidement aux urgences économiques extérieures. La Malaisie avait lancé son huitième Plan et son schéma directeur du secteur financier en 2001, et mettait actuellement en place sa troisième Politique agricole nationale en vue de relever les défis nouveaux et émergents. Elle s'était engagée à l'égard de la Vision 2020 de l'ANASE, qui visait à une plus grande intégration des pays membres de l'ANASE. L'intervenant a exprimé l'espoir que la mise en œuvre de ces plans et de ces stratégies permettrait à la Malaisie de parvenir à une plus grande prospérité et une plus grande croissance.

56. Le représentant de la Corée a noté que la Malaisie imposait des droits de douane élevés sur les voitures de tourisme, et maintenait des restrictions quantitatives au moyen de licences à l'importation sur les véhicules. Il l'a invitée à réduire les taux de droits élevés et à supprimer les restrictions quantitatives. La Malaisie limitait le nombre de travailleurs étrangers dans le secteur manufacturier, de sorte que les investisseurs étrangers avaient du mal à exercer des activités commerciales de façon efficace en Malaisie. L'intervenant a invité le gouvernement à prendre des mesures en vue de créer un environnement plus favorable à l'investissement.

57. La représentante des États-Unis a dit que le soutien de la Malaisie avait été important pour la conclusion du Cycle d'Uruguay et de la Conférence ministérielle de Doha.

58. Les obstacles actuels au commerce et à l'investissement risquaient de fausser la concurrence et gênaient le développement à long terme de la Malaisie. Le manque de consolidations tarifaires ainsi que l'écart entre les taux consolidés et les taux appliqués pouvaient conférer un certain degré d'imprévisibilité au tarif de la Malaisie. Les obstacles à la présence commerciale, qui limitaient la concurrence dans les services, pouvaient gêner la compétitivité de toutes les entreprises qui avaient besoin de services tels que l'énergie, les services financiers, les télécommunications et les transports, essentiels à la production et à la fourniture de biens et de services. L'intervenante a donc encouragé la Malaisie à accélérer son processus de privatisation et l'a invitée à réduire la portée de son système de licences non automatiques, qui s'appliquait approximativement à 27,3 pour cent de ses lignes tarifaires.

59. L'intervenante a encouragé la Malaisie à remédier aux tarifs douaniers et aux droits d'accise élevés sur les véhicules automobiles, les pièces et les motocycles afin d'encourager l'investissement dans ce secteur. Elle l'a également invitée à poursuivre la mise en œuvre complète de la Loi sur les disques optiques et à prendre des mesures visant à augmenter la transparence des marchés publics. Dans le domaine des services financiers, elle a demandé au gouvernement malaisien d'envisager l'ouverture du secteur bancaire et de délivrer des licences aux banques étrangères avant la libéralisation du secteur prévue en 2007. L'octroi de droits d'exploitation aux banques étrangères en Malaisie augmenterait le capital disponible pour les investisseurs nationaux, ce qui permettrait à l'économie de se rétablir plus rapidement de la récession actuelle.

60. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a accueilli favorablement la déclaration figurant dans le rapport du gouvernement malaisien selon laquelle le commerce extérieur évoluait à l'intérieur du cadre d'un système de libre entreprise et le commerce mutuel était entièrement aux mains du secteur privé. Il a félicité la Malaisie des efforts qu'elle avait faits depuis le dernier examen de sa politique commerciale concernant la promulgation d'une législation sur la propriété intellectuelle, visant à une mise en conformité avec les Accords sur les ADPIC, et a constaté la restructuration industrielle et financière consécutive à la crise asiatique. Il était toutefois possible de progresser davantage en matière de politique de la concurrence et de transparence des marchés publics. La Nouvelle-Zélande s'est dite déçue de constater qu'un nombre croissant de lignes tarifaires en Malaisie étaient soumises à des dispositions de licences d'importation et a vivement conseillé à la Malaisie de s'assurer que ces politiques n'étaient pas des obstacles au commerce. Elle a exprimé l'espoir que la protection accrue due à un relèvement temporaire des taux de droits depuis 1998 avait été suffisante pour permettre à la Malaisie d'atteindre son but et que ces taux diminueraient dès que possible. L'intervenant a encouragé la Malaisie à consolider toutes ses lignes tarifaires afin d'augmenter la prévisibilité de son tarif douanier. La Nouvelle-Zélande s'inquiétait de la progressivité des taux de droits en Malaisie, et souhaitait que cette tendance s'inverse à l'avenir. L'intervenant a félicité la Malaisie d'avoir supprimé les droits sur certains produits alimentaires, le pétrole, les textiles, les matières premières destinées aux industries manufacturières, le matériel lourd et les produits des technologies de l'information. Il a salué l'absence de droit de douane sur 58,3 pour cent des lignes tarifaires malaisiennes.

61. Le rapport du gouvernement indiquait que les procédures nationales de normalisation, de contrôle, d'inspection et d'agrément continuaient d'être élaborées en fonction des normes internationales pertinentes; la Nouvelle-Zélande espérait que cela s'appliquait également à la question de l'équivalence et des pratiques internationales en matière d'accréditation des équipements de transformation de la viande destinée à l'exportation vers la Malaisie. L'intervenant a vivement invité la Malaisie à s'assurer que toutes les prescriptions sanitaires et phytosanitaires étaient conformes aux règles de l'OMC et reposaient sur des critères scientifiques solides. La Nouvelle-Zélande accueillait favorablement la troisième Politique agricole nationale de la Malaisie, dont le but était d'améliorer un secteur agricole reposant sur les lois du marché et orienté vers le commerce et d'augmenter la productivité sans l'aide de politiques interventionnistes, qui faussaient la production, ni de soutien financier.

62. Le représentant de Maurice a noté avec intérêt qu'il n'avait fallu que deux ans à la Malaisie pour surmonter le choc de la crise financière asiatique et pour faire partie des 20 économies les plus mondialisées, selon l'indice de mondialisation. Maurice a demandé si cela avait été l'un des objectifs à court terme de Vision 2020.

63. Le représentant de l'Uruguay a fait allusion à la reprise économique malaisienne depuis la crise financière de 1997 et a rappelé que les deux pays partageaient les objectifs du Groupe de Cairns concernant la libéralisation de l'agriculture ainsi que la mise en œuvre, et le commerce des services.

64. Le représentant du Pakistan a noté les mesures prises par la Malaisie pour améliorer la transparence de son régime commercial, dont la législation sur les ADPIC, les mesures antidumping et les mesures compensatoires. Le Pakistan était convaincu que la Malaisie ajusterait les lignes tarifaires à propos desquelles des préoccupations avaient été exprimées. Il espérait qu'elle continuerait à jouer un rôle important dans le futur plan de travail de l'OMC.

65. Le représentant de la Malaisie a rappelé les questions soulevées et a exprimé sa reconnaissance pour la qualité du débat.

V. RÉPONSES DU REPRÉSENTANT DE LA MALAISIE ET AUTRES OBSERVATIONS

66. Le Président a invité le représentant de la Malaisie à centrer ses réponses sur les trois principaux thèmes suivants: i) environnement économique; ii) politiques et mesures commerciales et iii) politiques et mesures sectorielles.

i) Environnement économique

67. Le représentant de la Malaisie a dit que l'économie malaisienne avait surmonté la crise financière et enregistré deux années de forte croissance en 1999 et 2000. La croissance avait été générale et les éléments fondamentaux avaient été consolidés par une faible inflation, une position extérieure favorable et des conditions de taux monétaire et de change stables. Le système bancaire était également sorti renforcé avec une accélération de sa restructuration. La restructuration du secteur financier et de l'économie ainsi que des politiques macro-économiques prudentes avaient donné à la Malaisie la souplesse nécessaire pour gérer le ralentissement actuel de l'économie mondiale. L'effet de ce ralentissement avait été fortement ressenti par l'industrie manufacturière, qui représentait environ un tiers du PIB national. On l'avait constaté lorsque le PIB réel du troisième trimestre avait reculé de 1,3 pour cent en termes annuels.

68. Le gouvernement a réagi rapidement avec les mesures budgétaires et monétaires expansionnistes du budget 2001, dont des mesures fiscales et une augmentation des dépenses publiques afin d'amortir le ralentissement attendu en matière de demande extérieure, dans un effort pour stimuler la consommation et l'investissement. Début 2001, alors que le ralentissement aux États-Unis devenait plus sérieux que prévu, le gouvernement annonçait d'autres mesures d'encouragement fiscal de 3 milliards de ringgit. Par suite de la montée de l'incertitude après les attaques du 11 septembre, un autre train de mesures d'encouragement d'un montant de 4,3 milliards de ringgit était annoncé pour créer des activités économiques internes ayant des retombées importantes et immédiates afin de réduire au minimum l'effet des événements extérieurs défavorables sur l'économie nationale. Une prudence en matière budgétaire, de faibles niveaux d'endettement, un taux élevé de l'épargne intérieure et une position favorable de la balance des paiements plaçaient la Malaisie en position de relance budgétaire soutenue. Le gouvernement avait la souplesse nécessaire pour augmenter les dépenses publiques afin de stimuler les activités économiques intérieures et assurer ainsi une croissance durable à long terme. Il pouvait faire face à l'augmentation des besoins de financement grâce à des emprunts intérieurs de sources non inflationnistes, ou grâce à des emprunts extérieurs, compte tenu du faible niveau d'endettement extérieur. Les dépenses publiques avaient été bien ciblées de manière à avoir des conséquences immédiates sur l'économie, un fort effet multiplicateur, une courte période de mise en œuvre et un faible contenu en importations. Néanmoins, le gouvernement avait prévu de consolider sa position une fois que les activités du secteur privé seraient fermement relancées.

69. La politique monétaire restait accommodante pour pouvoir soutenir la politique budgétaire. Le 21 septembre 2001, la Bank Negara Malaysia avait réduit son taux d'intervention à trois mois de 50 points de base à 5 pour cent, avec pour conséquence une réduction des taux de prêt de base plafonds des banques commerciales et des sociétés financières de 40 à 50 points de base à 6,40 pour cent et 7,45 pour cent respectivement. Actuellement, les taux de prêt en Malaisie étaient parmi les plus bas de la région.

70. Dans le domaine du commerce international, le gouvernement continuait à soutenir la diversification des marchés et des produits afin de pénétrer une plus grande gamme de marchés et réduire la dépendance vis-à-vis des produits électroniques, source essentielle de recettes d'exportation. Des mesures avaient été prises afin de promouvoir l'exportation des services. Pour une petite économie ouverte comme celle de la Malaisie, le taux de change était une valeur très importante. Des

fluctuations importantes du taux de change pouvaient avoir de sérieuses conséquences sur les résultats de l'économie, en particulier avec un commerce extérieur qui représentait environ 200 pour cent du PNB malaisien. La stabilité due à la parité avait permis un environnement favorable aux entreprises en offrant une certaine sécurité dans la conduite de leurs opérations. Il n'existait pas de régime de taux de change optimal adapté en permanence à un pays. Le taux de change indexé avait pu être maintenu grâce à des politiques macro-économiques cohérentes qui avaient empêché un désalignement important du taux de change du ringgit par rapport aux éléments fondamentaux de l'économie. Il n'était pas prévu de réexaminer la parité dans les circonstances actuelles. La politique de taux de change avait été de faire en sorte que le taux ne varie pas en fonction des développements à court terme. La Malaisie n'avait jamais misé sur un affaiblissement du ringgit pour gagner en compétitivité internationale. Les éventuels gains de compétitivité provoqués par une dépréciation du taux de change n'étaient que temporaires. Le principal objectif derrière les mesures de contrôle du taux de change était de rétablir la stabilité sur les marchés intérieurs et de favoriser la reprise économique. L'utilisation des contrôles visait à gérer les flux de capitaux à court terme, à un moment où ils avaient pour conséquence une instabilité excessive et menaçaient la stabilité économique et financière.

71. Les mesures prises avaient été efficaces pour rétablir la stabilité de l'économie malaisienne face aux attaques spéculatives contre la monnaie en rendant le ringgit indisponible pour les cambistes sur les marchés étrangers. Dans l'ensemble, les contrôles de change sélectifs étaient l'un des facteurs essentiels qui avaient permis à la Malaisie de sortir de la récession en 1998. En 1999, l'activité économique était revenue à une croissance de 5,8 pour cent après un recul de 7,4 pour cent en 1998. Cela avait été possible parce que les contrôles de change avaient permis à la Malaisie de réduire les taux d'intérêt et de fixer le taux de change afin de soutenir la croissance. En 2000, la croissance avait atteint 8,5 pour cent, dans un environnement de faible inflation et de marchés financiers stables. Plus important, les mesures non seulement amenaient une reprise économique précoce, mais minimisaient également le coût de la crise sur la situation économique et sociale.

72. Toutes les politiques et mesures de la Banque centrale, en particulier les contrôles de change sélectifs, avaient été mises en œuvre dans la transparence, avec diffusion immédiate de l'information et communiqués à la presse, circulaires adressées aux institutions bancaires et mise sur le site Internet de la Bank Negara. La mise en œuvre des contrôles de change sélectifs avait été entreprise de manière pragmatique, et une fois la stabilité retrouvée, d'importantes modifications avaient été mises en place pour assouplir les contrôles.

73. Les efforts en matière de restructuration dans les secteurs industriel et financier en Malaisie avaient été importants, et entrepris sur plusieurs fronts. De nombreuses mesures avaient été prises pour faciliter la restructuration. Malgré l'environnement économique fragile du moment, ces efforts avaient été poursuivis. À ce jour, le programme de fusions dans le secteur bancaire avait été mené à bien avec 52 des 54 institutions bancaires consolidées en dix groupes, et 98 pour cent des avoirs totaux du secteur bancaire intérieur rationalisés et consolidés. En terme de restructuration de la dette des entreprises, fin septembre 2001, le conseil de gestion des avoirs malaisien, Danaharta, avait effectué ou approuvé la restructuration de 40,1 milliards de ringgit soit 83,4 pour cent des 48,1 milliards de ringgit de créances improductives de son portefeuille. Il avait engagé des mesures de recouvrement pour 99 pour cent des créances improductives de son portefeuille. Fin octobre 2001, la Commission de restructuration de la dette des entreprises (CDRC) avait réglé un total de 36 cas d'endettement, ce qui représentait 50 pour cent des cas susceptibles de restructuration.

74. Des progrès considérables avaient également été réalisés dans la restructuration opérationnelle des entreprises en terme de cession d'actifs, de changement de la structure organisationnelle, de composition du capital et de stratégie commerciale ainsi que des améliorations en matière de gouvernement d'entreprises. En outre, une restructuration de l'ensemble du secteur dans les transports publics, l'aciérie et les télécommunications avait également été engagée lorsque la

restructuration des entreprises en difficulté ne pouvait se faire sans celle de l'ensemble du secteur. La privatisation avait joué un rôle essentiel dans le renforcement du rôle du secteur privé dans le développement économique malaisien, et elle avait contribué à l'accélération de la croissance économique. Le nombre accru de projets de privatisation avait considérablement réduit la charge financière et administrative du gouvernement, lui permettant ainsi de distribuer davantage de ressources aux secteurs économiques critiques. Cependant, avec la crise financière, le programme de privatisation s'était ralenti, principalement en raison de la position financière précaire du secteur privé, gênant par conséquent sa capacité à trouver des ressources auprès des établissements bancaires et financiers. Il fallait accélérer la mise en œuvre du programme de privatisation pour améliorer l'efficacité et la productivité.

75. Le soutien de la Malaisie au programme de travail de Doha était basé sur le principe qu'il fallait maintenir un système multilatéral fort, qui assurerait des marchés ouverts pour les biens et services malaisiens. Plus important, le programme de travail devait se concentrer sur la réponse à apporter aux besoins des pays en développement afin de leur permettre de participer à l'économie mondiale, de manière à éviter leur marginalisation qui aurait des répercussions négatives, non seulement sur eux mais sur les autres pays commerçants. Les Membres devaient s'assurer que l'organisation et la gestion des négociations prenaient en compte les ressources humaines et financières des pays en développement.

76. Du point de vue de la Malaisie, le programme de travail de Doha était important. La Malaisie serait favorable à une approche moins brutale de diverses questions de négociation de la part des principaux pays commerçants, et recherchait un respect mutuel à propos des difficultés qui surviendraient au cours des négociations. La tentative d'introduire des questions ne faisant pas partie du mandat de l'OMC était un motif d'inquiétude. Bien sûr, les groupes de la société civile de quelques pays aspiraient à ce que des questions non liées au commerce fassent partie de l'OMC; toutefois, tous les Membres avaient également la charge de s'assurer qu'ils ne se serviraient pas de questions non liées au commerce comme d'une forme de protectionnisme déguisé. Cela irait à l'encontre de l'objectif de la Conférence de Doha qui visait à renforcer le système de l'OMC.

77. La Malaisie voyait dans le programme de travail et les négociations un moyen de parvenir à plus de libéralisation dans les secteurs de l'agriculture et des produits industriels. La libéralisation de l'agriculture aurait dû avoir lieu depuis longtemps. Une réussite dans ce domaine ferait beaucoup pour convaincre la Malaisie que les pays qui avaient des politiques agricoles très protectionnistes pouvaient prendre la décision essentielle d'ouvrir leurs marchés à la concurrence étrangère et supprimer les distorsions. Dans le cas contraire, la déception se transformerait en une désillusion vis-à-vis de l'OMC. Le secteur des produits industriels était l'une des principales composantes de l'économie malaisienne. Il était donc urgent d'examiner les obstacles tarifaires et non tarifaires affectant ce secteur au niveau global. La Malaisie reconnaissait que les négociations visaient également à libéraliser le secteur des services. Le représentant de la Malaisie a rappelé la position de son pays: la libéralisation devait être progressive et conduire au renforcement de l'industrie nationale. À cet égard, elle était satisfaite de l'évaluation réaliste de sa situation qu'avait faite le présentateur.

78. Le DDA faisait abondamment référence au traitement spécial et différencié, aux dimensions de développement, à la coopération technique et au renforcement des capacités. La Malaisie attendait du programme de travail des résultats concrets dont bénéficieraient les pays en développement en termes de besoins commerciaux, économiques et de développement, que ce soit en prenant des engagements réels en matière d'accès aux marchés ou en renforçant la réglementation pour étayer la libéralisation du commerce. La Malaisie souhaitait mettre en garde contre des plans trop ambitieux qui pourraient imposer des charges supplémentaires aux pays en développement en termes d'engagements et d'obligations, en particulier dans des domaines étrangers à l'OMC.

79. Le présentateur a demandé des éclaircissements sur le rôle des entreprises d'État dans l'élaboration de la politique économique en Malaisie, compte tenu en particulier de la nécessité d'élargir son marché intérieur, de moins dépendre de la croissance tournée vers l'exportation et d'améliorer son système d'entreprise. Il a également interrogé la Malaisie sur son orientation future visant à favoriser l'IED d'une manière générale, et lui a demandé d'évaluer le rôle des accords de garantie des investissements. Il s'est demandé comment la Malaisie, avec son économie plus développée que les autres pays en développement, envisageait de coopérer avec les pays plus pauvres dans le cadre du programme de travail de Doha.

80. Le représentant de l'Inde a rappelé que l'expérience de la Malaisie lors de la crise financière serait utile à d'autres Membres. Il pensait également que le programme de travail de Doha devrait répondre aux besoins et aux contraintes des pays en développement et mettre en œuvre le traitement spécial et différencié afin de leur assurer une participation active dans le système commercial multilatéral, et une plus grande part du commerce international.

81. Le représentant de la Malaisie a indiqué que, compte tenu de la faible position financière du secteur privé en Malaisie, les entreprises d'État avaient pris des parts dans des entreprises privées afin de préserver leur viabilité et de contribuer davantage à la croissance économique durable de la Malaisie. Les entreprises d'État jouaient également un rôle important dans les États de la Malaisie. Les State Economic Development Corporations (SEDC) mettaient en place un grand nombre d'activités économiques dans les divers États dans les domaines du commerce et de l'investissement. Elles investissaient aussi dans les zones rurales, où les entreprises privées étaient peu disposées à le faire. La Malaisie avait mis en œuvre des politiques en faveur de l'investissement et continuerait à avoir une approche pragmatique et réaliste visant à créer un climat favorable aux investisseurs étrangers. Elle affinait régulièrement ses politiques dans ce domaine. Les accords de garantie des investissements conclus par la Malaisie offraient une sécurité aux investisseurs étrangers. Toutefois, de nombreux autres facteurs, tels qu'un marché intérieur relativement important, une bonne infrastructure, des éléments fondamentaux macro-économiques solides, une main-d'œuvre apte à la formation et un cadre juridique approprié, avaient contribué à un environnement favorable aux investisseurs étrangers. La Malaisie travaillait en étroite collaboration avec des pays en développement plus pauvres, y compris au sein du groupe informel des pays en développement de l'OMC, et en les aidant à mieux comprendre les questions liées à l'OMC.

ii) Politiques et mesures commerciales

82. Le représentant de la Malaisie a répondu aux observations concernant le faible niveau des consolidations tarifaires et de l'écart entre les taux appliqués et les taux consolidés. Le niveau de consolidations tarifaires était de 1 pour cent avant les négociations du Cycle d'Uruguay et elles avaient augmenté ensuite jusqu'à 65 pour cent. On avait autorisé des consolidations plafonds dans les négociations tarifaires pour élargir la portée des consolidations, ce qui avait donné plus de prévisibilité aux pays, tout en leur laissant de la souplesse pour augmenter leurs droits. L'écart entre les taux appliqués et les taux consolidés s'était creusé à cause des réductions unilatérales de la Malaisie depuis le Cycle d'Uruguay. Les augmentations des droits en 1998 étaient compatibles avec les droits de la Malaisie dans le cadre de l'OMC puisqu'elles restaient dans la limite des droits consolidés. L'augmentation des droits était nécessaire pour encourager une utilisation optimale des machines et équipements inutilisés, et pour économiser des devises.

83. Il n'était pas nécessaire d'avoir adhéré à l'Accord sur les marchés publics pour suivre des procédures de marché public ouvertes et compétitives. La Malaisie ayant conçu ses politiques de marché public dans le but de favoriser le développement socio-économique, ces politiques étaient relativement ouvertes et donnaient des possibilités suffisantes aux fournisseurs étrangers. Les procédures existantes étaient périodiquement réexaminées afin d'améliorer la transparence des procédures commerciales.

84. La mise en place de taxes à l'exportation et de restrictions avait pour but une gestion durable des forêts. Ces taxes imposées par la Malaisie n'avaient en aucune façon affecté les exportations des produits du bois. L'importation de viande et de produits laitiers était soumise à des prescriptions SPS basées sur l'évaluation des risques. La Malaisie continuerait à prendre des mesures sanitaires et phytosanitaires conformes aux règles de l'OMC et reposant sur des critères scientifiques solides. Des licences d'importation étaient nécessaires pour suivre et garantir la traçabilité et elles n'étaient délivrées que lorsque les prescriptions SPS étaient satisfaites. Des publications énumérant les conditions d'importation de viande halal étaient disponibles.

85. La Malaisie avait modifié toute sa législation concernant la propriété intellectuelle en conformité avec l'Accord sur les ADPIC. La législation avait été examinée par le Conseil des ADPIC le 27 novembre 2001. Les dispositions de la Loi sur les marques empêchaient des tiers d'utiliser ces marques sans le consentement du propriétaire. Des modifications récentes de la loi comprenaient également des dispositions interdisant l'enregistrement de marques notoirement connues de marchandises et de services par une personne qui n'en était pas propriétaire. Une disposition relative aux mesures à la frontière visant à interdire l'importation de marchandises de marques contrefaites avait également été incluse dans la loi, conformément à l'Accord sur les ADPIC. La Malaisie continuait à renforcer l'application des mesures visant à empêcher l'abus de propriété intellectuelle.

86. Le représentant de l'Australie a remarqué que les réponses fournies par la Malaisie confirmaient l'utilité des examens des politiques commerciales.

87. Le représentant des États-Unis a demandé quand, et dans quelles circonstances, la Malaisie envisageait d'abaisser ses droits dans les domaines de l'industrie automobile, du matériel de construction et de certains appareils. Il l'a encouragée à poursuivre ses efforts vers une plus grande transparence des marchés publics.

88. Le présentateur pensait qu'en augmentant ses droits, le gouvernement avait eu l'intention, entre autres, de protéger certains secteurs sévèrement touchés par la crise financière. Il a demandé si cela était exact et si elle n'aurait pas intérêt à réduire l'écart entre les taux préférentiels et les taux NPF.

89. Le représentant de la Malaisie a indiqué que son pays avait l'intention d'aborder les questions liées aux droits de douane lors des négociations sur l'accès aux marchés des produits non agricoles. Il a rappelé que 65 pour cent des lignes tarifaires en Malaisie étaient exemptes de droits de douane. Bien que l'écart entre les taux préférentiels et les taux NPF vise à rendre les industries des pays de l'ANASE plus compétitives, la Malaisie a fait observer que les exportations des pays non membres de l'ANASE vers la Malaisie, y compris de composants et de pièces, avaient continué à augmenter. Le représentant de la Malaisie a confirmé que l'écart entre les taux consolidés et les taux appliqués s'était en effet creusé.

iii) Politiques et mesures sectorielles

90. Le représentant de la Malaisie a indiqué que son pays attachait beaucoup d'importance au développement de l'agriculture, qui représentait 8,4 pour cent du PIB. La Malaisie mettait en œuvre sa troisième Politique agricole nationale (NAP), qui cherchait à assurer efficacité et productivité. La compétitivité et la productivité du secteur progressaient grâce à divers programmes et activités, visant en particulier à encourager l'investissement privé, y compris la participation étrangère. Dans l'objectif du développement de la Malaisie, des initiatives étaient prises pour consolider les petites exploitations et pour adopter des techniques d'agriculture et de gestion modernes. La Malaisie espérait que lors des négociations sur l'agriculture on examinerait des questions spécifiques, pour faire en sorte que le commerce agricole ne soit pas faussé par des subventions à l'exportation et autres mesures de soutien interne. Il fallait répondre aux préoccupations des pays en développement dans ce secteur.

91. L'industrie manufacturière, qui s'était développée grâce à la promotion des capacités locales et à l'encouragement de la participation étrangère, continuait à être le moteur principal de la croissance en Malaisie. Le secteur comptait une importante présence locale aussi bien qu'étrangère. Tout en reconnaissant que l'accès à son secteur automobile était restreint, la Malaisie considérait qu'il s'agissait d'un secteur stratégique pour elle et l'encourageait activement en raison de ses effets multiplicateurs et des industries annexes. D'autre part, il était relativement nouveau et il avait besoin de temps pour devenir compétitif. Le gouvernement procédait à un examen complet du secteur automobile comprenant des questions liées à la structure tarifaire dans le cadre de l'AFTA, aux CEPT, aux taux NPF et au régime de licence d'importation. Des dispositions avaient été prises pour ramener à 60 pour cent les droits d'importation sur les motocycles, qui étaient compris entre 80 et 120 pour cent.

92. Un certain nombre de délégations ont fait l'écho aux observations figurant dans le rapport du Secrétariat selon lesquelles le secteur des services restait "plus fermé" que le secteur des marchandises dans le sens où il existait davantage de restrictions concernant l'IED. Du point de vue de la Malaisie, cela n'était pas juste. Alors qu'elle autorisait d'une manière générale une participation étrangère allant jusqu'à 30 pour cent, elle avait autorisé des niveaux beaucoup plus élevés dans certains cas. Les étrangers pouvaient détenir jusqu'à 51 pour cent du capital dans les compagnies d'assurance, 49 pour cent dans les sociétés de courtage, et 61 pour cent dans les compagnies de télécommunication. Incontestablement, cela constituait des possibilités d'accès au marché très libérales pour un pays en développement. Le développement du secteur était une priorité essentielle pour la Malaisie, en particulier afin de d'améliorer son efficacité et sa compétitivité. Toute mesure de libéralisation supplémentaire devrait prendre en compte les besoins de l'économie. La Malaisie avait donc entrepris une importante libéralisation du secteur des services, qui favoriserait l'économie et aiderait au développement de certains secteurs.

93. La présence étrangère dans les services financiers était très importante. Actuellement, 14 des 27 banques commerciales étaient détenues par des étrangers qui possédaient presque 30 pour cent du total des avoirs bancaires commerciaux. Cette présence était encore plus importante dans le secteur des assurances, où la part de marché détenue par les assureurs étrangers s'élevait à 73 pour cent des primes d'assurance-vie et à 36 pour cent des primes d'assurance IARD. La Malaisie avait pris un grand nombre d'engagements au titre de l'AGCS, notamment: relever la participation étrangère dans les sociétés d'assurances à 51 pour cent, augmenter la limite de participation dans les sociétés de courtage de 30 à 49 pour cent, délivrer plus de licences de réassurance-vie, de réassurance IARD, permettre la gestion de 100 pour cent des fonds étrangers, et l'emploi d'un plus grand nombre d'expatriés dans les institutions financières étrangères avec une présence commerciale. Même avant le Cycle d'Uruguay, la participation étrangère dans le secteur financier malaisien était très importante comparée à de nombreux autres pays.

94. Constatant l'intérêt de la participation étrangère dans le secteur des télécommunications, en particulier pour ce qui était des développements technologiques, le représentant de la Malaisie a dit que son pays avait unilatéralement libéralisé la prise de participation étrangère dans ce secteur, et avait permis des niveaux de participation plus élevés de 61 pour cent, bien supérieurs à l'offre de 30 pour cent qu'il avait faite dans le cadre de l'AGCS. Il existait quatre compagnies de télécommunications en Malaisie, avec une importante participation étrangère. Au titre du projet du Super couloir multimédia (SCM), la Malaisie accordait le statut SCM aux entreprises internationales prêtes à monter des opérations dans le cadre du SCM, et qui contribueraient de manière importante et stratégique au développement du TIC. Ces entreprises se voyaient offrir le droit de détenir 100 pour cent du capital et ne subissaient aucune restriction concernant l'emploi de personnel étranger. À ce jour, 583 sociétés avaient le statut SCM, dont 194 étrangères. La Malaisie avait pris des engagements en matière de services professionnels, concernant les modes 1 et 2 de l'AGCS, et de présence commerciale par le biais de partenariats enregistrés localement, de coentreprises et d'installation de bureaux régionaux ou représentatifs.

95. La Malaisie était prête à participer activement et de manière constructive aux négociations de l'OMC sur les services afin de développer les possibilités d'accès aux marchés visant à assurer le développement du secteur.

96. Le présentateur a noté la contribution de sociétés étrangères à la création d'emplois et aux activités économiques en Malaisie, et a demandé comment le gouvernement différenciait une entreprise étrangère d'une entreprise nationale. Il a également demandé le point de vue de la Malaisie sur la relation entre l'ouverture sectorielle et la croissance.

97. Le représentant de l'Union européenne a demandé des éclaircissements sur les questions liées à l'agriculture et aux licences d'importation. L'UE avait appris que la Malaisie ne délivrait pas de certificats sanitaires pour un certain nombre de produits agricoles, tels que la viande de porc et de poulet, les œufs et le lait, ce qui bloquait l'accès des exportateurs européens à son marché.

98. Le représentant de la Malaisie a indiqué que son pays appliquait la définition de l'AGCS pour différencier une entreprise étrangère d'une entreprise nationale. La Malaisie reconnaissait la contribution des entreprises étrangères à son développement économique, et rappelait qu'elle appliquait la notion de libéralisation progressive. En conséquence, elle avait cherché à libéraliser les secteurs susceptibles de servir davantage les intérêts économiques du pays. Les retards dans la délivrance des certificats sanitaires étaient dus au fait que les autorités compétentes n'avaient pas reçu les renseignements nécessaires et le représentant de la Malaisie a demandé à l'UE de donner des détails sur ce sujet.

99. Le représentant de l'Union européenne a indiqué que sa délégation donnerait des précisions lors d'une prochaine réunion.

VI. REMARQUES FINALES DU PRÉSIDENT

100. Le présent examen de la Malaisie par l'OEPC a été l'occasion d'un échange de vues franc et très instructif, grâce à la collaboration pleine et entière de la délégation malaisienne, ainsi qu'à la participation active des Membres aux débats. Cet échange a permis aux Membres de beaucoup mieux comprendre la politique commerciale et les politiques liées au commerce de la Malaisie et, donc, de mieux les évaluer collectivement. Par la même, ce troisième examen des politiques, pratiques et mesures commerciales de la Malaisie a été, je crois, très fructueux.

101. Les Membres se sont dits impressionnés par la croissance soutenue de la Malaisie et par la rapidité et la vigueur remarquables avec lesquelles elle a surmonté la crise financière asiatique de 1997, et l'en ont félicitée. Ils ont attribué ces résultats économiques impressionnants aux politiques macro-économiques saines, aux réformes structurelles, en particulier en ce qui concerne les entreprises et le secteur financier, et à la croissance rapide des exportations. Certains Membres se sont interrogés sur l'opportunité et l'efficacité des mesures de contrôle des changes et des capitaux appliquées par la Malaisie à la suite de la crise asiatique et sur le rattachement du ringgit au dollar EU, mesures que la Malaisie jugeait utiles pour stabiliser les marchés et rétablir la confiance. Les Membres ont exprimé l'espoir que les mesures de libéralisation "temporaires" adoptées pendant la période visée par l'examen seraient rendues "permanentes". Ils ont également demandé à la Malaisie si elle estimait nécessaire de diversifier ses exportations, dont près de la moitié était le fait du secteur de l'électronique.

102. Les Membres ont félicité la Malaisie pour son soutien actif et son engagement en faveur du système commercial multilatéral, et ont exprimé l'espoir qu'elle participerait activement au Programme de Doha pour le développement. Concernant la libéralisation du commerce entreprise par la Malaisie dans des enceintes régionales, en particulier l'ANASE, certains Membres ont noté que l'écart entre les taux de droits NPF et les taux de droits préférentiels appliqués aux importations originaires des pays de l'ANASE était une cause potentielle de détournement des échanges, mais la Malaisie ne pensait pas qu'il y ait effectivement eu un détournement.

103. Les Membres se sont déclarés satisfaits de la relative ouverture de la Malaisie aux échanges et à l'investissement étranger direct et de la poursuite de ses efforts de libéralisation dans ces domaines. Ils ont en particulier félicité le pays pour ses mesures visant à abaisser les droits de douane, à simplifier la structure tarifaire et à abolir toutes les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale (à l'exception de celles qui s'appliquaient au secteur automobile). Parallèlement, ils se sont dits préoccupés par le fait qu'environ un tiers des lignes tarifaires de la Malaisie n'étaient pas consolidées, ainsi que par l'écart grandissant entre les taux consolidés et les taux NPF appliqués, ce qui avait permis à la Malaisie d'accroître la protection tarifaire pour certains produits, augmentant ainsi la moyenne simple des droits NPF pendant la période visée par l'examen. La Malaisie a indiqué que cet écart grandissant entre les taux consolidés et les taux NPF appliqués était la conséquence de réductions tarifaires unilatérales et que la moyenne tarifaire pondérée par les importations avait baissé; d'autres Membres estimaient que cet écart donnait aux pays en développement une certaine flexibilité pour entreprendre la libéralisation du commerce et d'autres réformes économiques. Les Membres ont également exhorté la Malaisie à réduire le champ d'application de son régime de licences non automatiques. Il a été constaté que les entreprises commerciales d'État continuaient de jouer un rôle important dans l'économie malaisienne et que les autorités pourraient devoir prendre des mesures visant à garantir des conditions favorables à la concurrence dans les secteurs où ces entreprises prédominaient. Certains Membres ont encouragé la Malaisie à accéder à l'Accord sur les marchés publics.

104. S'agissant des questions sectorielles, les Membres ont relevé la différence entre le secteur de l'électronique et l'industrie automobile en matière d'ouverture et de résultats économiques; les résultats du secteur de l'électronique, beaucoup plus ouvert, étaient bien meilleurs que ceux de

l'industrie automobile, protégée par des droits de douane élevés et des mesures non tarifaires, parmi lesquelles des licences d'importation. Les Membres ont exhorté la Malaisie à procéder à l'abolition des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine locale pour les véhicules automobiles. En outre, ils ont encouragé la Malaisie à poursuivre la libéralisation du secteur des services, notamment des services financiers et des télécommunications.

105. De plus, les Membres ont demandé des éclaircissements supplémentaires sur les points suivants notamment:

- la conclusion éventuelle d'un accord de libre-échange entre l'ANASE et la Chine;
- l'efficacité des accords de garantie des investissements;
- l'utilisation accrue des droits d'importation *ad valorem*;
- les mesures affectant les exportations;
- les nouvelles avancées concernant la politique de la concurrence;
- la transparence de la passation des marchés publics;
- les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle;
- les normes et les licences concernant divers produits agricoles; et
- la reconnaissance des qualifications dans les services d'éducation et les services juridiques.

106. Les Membres ont accueilli avec satisfaction les réponses fournies par la délégation de la Malaisie pendant la réunion et attendaient avec intérêt des réponses ultérieures à certaines questions.

107. En conclusion, cet examen a permis aux Membres de beaucoup mieux comprendre la politique commerciale et les politiques liées au commerce de la Malaisie, ainsi que le rôle que jouent ces politiques pour stimuler le développement économique du pays et l'aider à surmonter les chocs, tels que la crise financière asiatique. Le redressement de la Malaisie a été, semble-t-il, grandement facilité par l'adhésion des Membres aux principes du système commercial multilatéral, et donc par leur volonté de maintenir leurs économies ouvertes aux exportations malaisiennes. Les Membres ont encouragé la Malaisie à libéraliser et à diversifier davantage son économie. Cela étant, j'espère, de même que les Membres, que la Malaisie continuera de participer aux futurs efforts de libéralisation du système commercial multilatéral.
